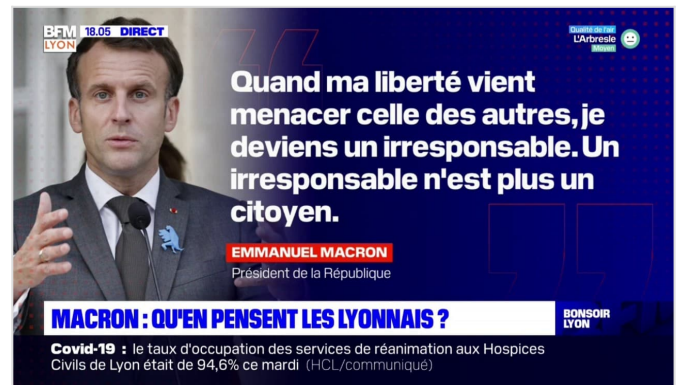


Chronique de la campagne présidentielle - épisode 12

Chaque week-end, nous publions une chronique de la campagne présidentielle. En commentant les faits marquants de la campagne, de notre point de vue qui est celui de communistes révolutionnaires ayant décidé de faire campagne pour la victoire de Mélenchon en 2022. Vous pouvez retrouver les précédentes chroniques sur le site de la Tendance Claire



Au sommaire ce week-end :

- Adoption en première lecture du pass vaccinal pour « emmerder » les non vaccinés et les priver de leur pleine citoyenneté
- La gauche bourgeoise est dans l'impasse
- Brèves : Roussel, Péresse, Larrouturou, Zemmour

Adoption en première lecture du pass vaccinal pour « emmerder » les non vaccinés et les priver de leur pleine citoyenneté

La semaine a été marquée par l'interview de Macron au *Parisien* (sortie mardi soir) alors que l'Assemblée nationale débattait du projet de loi transformant le pass sanitaire en pass vaccinal. Tandis que le projet de loi devait être adopté à marche forcée dans la nuit de lundi à mardi, l'opposition parlementaire a réussi à obtenir la suspension des débats. Mardi, alors que les discussions avaient repris, l'interview de Macron au *Parisien* a fuité et a fait l'effet d'une bombe médiatique. Il ne s'agit pas d'un dérapage puisque l'interview a été minutieusement relue par Macron et ses équipes. Macron y revendique son envie et sa « stratégie » d'« emmerder jusqu'au bout » les non vacciné-e-s. Au-delà des indignations centrées uniquement sur le ton employé par Macron, c'est le fond de la question qui pose question. Emmerder les non vacciné-e-s relève-t-il encore vraiment d'une vraie politique sanitaire ?

Il faut le répéter : la vaccination protège efficacement (ce qui bien sûr ne signifie pas à 100%) contre les formes les plus graves de la maladie. Il faut donc inlassablement défendre la vaccination et convaincre les non-vaccinés du bénéfice réel qu'elle apporte. Mais de ce point de vue, continuer à emmerder les non vacciné-e-s à l'aide du pass vaccinal n'est pas une stratégie crédible. D'une part, Macron cherche à faire passer

tous les non vaccinés pour des antivax forcés ; pourtant, **une étude de l'Inserm** (peu relayée par les médias macroniens...) indique que 40 % des non vaccinés le sont en raison de difficultés d'accès à la vaccination. Ce sont souvent des personnes pauvres, très âgées, isolées, précaires, vivant dans des déserts médicaux, que Macron a donc décidé d'emmerder au maximum alors que leur vie est déjà très compliquée. D'autre part, le chantage à la vie sociale qu'organise le pass sanitaire et *a fortiori* le pass vaccinal ne permet certainement pas de cibler le public non vacciné qu'une stratégie sanitaire sérieuse doit précisément s'efforcer de viser prioritairement : les personnes à fort risque, en particulier donc les personnes les plus âgées, qui ne pourront être efficacement amenées à se faire vacciner que par des campagnes ambitieuses de conviction. Ce n'est pas impossible : plusieurs pays arrivent à avoir un taux de personnes à risque vaccinées frisant les 100% sans passer par des mesures de contrainte telles que le pass. Pour beaucoup de non vacciné-e-s qui doutent ou ne sont pas convaincus de l'intérêt du vaccin, les emmerder le plus possible ne peut que les conduire à se braquer davantage et à redoubler leur méfiance à l'égard de la vaccination. Quant aux antivax convaincus, leur pourrir la vie ne les fera pas davantage changer d'avis.

Au-delà de la formule choc, Macron affirme également que l'irresponsabilité des non vacciné-e-s leur ôte leur statut de citoyen, comme si l'on pouvait décréter autoritairement qu'une partie de la population qui n'a violé aucune loi pouvait légitimement être attaquée dans ses droits. Déjà lors de ces vœux du 31 décembre, Macron avait théorisé que nous avons « d'abord » des devoirs et « ensuite » des droits. Nous en avons aujourd'hui la traduction : d'abord, nous devons prouver notre « responsabilité » et ensuite nous pouvons espérer que le Prince nous octroiera des droits. Ces propos sont d'une gravité extrême, en rupture avec les principes élémentaires d'une démocratie, même bourgeoise.

En vérité, Macron n'a plus seulement en vue des intérêts sanitaires : il s'agit aussi d'un calcul politique cherchant à diviser la population selon le statut vaccinal et à faire porter le chapeau de la crise sanitaire aux non vacciné-e-s. Mais à l'heure où 90% des plus de 12 ans ont reçu toutes les doses requises, est-ce vraiment les 10% de non vacciné-e-s restant-e-s (qui jusqu'à aujourd'hui se faisaient tester avant de pouvoir accéder aux lieux réglementés par le pass sanitaire) qui portent la responsabilité de la crise ? La casse de l'hôpital, la fermeture des lits, l'insuffisance du nombre de soignant-e-s, les multiples mensonges du gouvernement qui ont ébranlé la confiance de la population, l'absence d'organisation d'une campagne de vaccination sur les lieux de travail et adressée aux personnes ayant des difficultés d'accès, tout cela n'a-t-il pas une responsabilité autrement plus grande aujourd'hui ? C'est cette responsabilité que Macron cherche à occulter.

Après une nouvelle suspension mardi soir, le projet de loi a donc fini par être adopté dans la nuit de mercredi à jeudi par 214 voix pour, 93 contre et 27 abstentions. Voici le détail des votes selon les groupes de l'Assemblée nationale :

- En Marche : 134 pour, 3 contre
- Agir ensemble : 8 pour
- UDI et indépendants : 3 pour, 8 contre
- Libertés et territoires : 1 pour, 7 contre, 1 abstention
- LR : 28 pour (dont Jacob, Abad, Woerth, Ciotti), 24 contre, 22 abstentions
- PS : 7 pour, 10 contre, 3 abstentions
- Gauche démocrate et républicaine (PCF) : 9 contre, 1 abstention
- France insoumise : 15 contre
- Non inscrits : 1 pour (Ménard), 17 contre

La France insoumise est le seul groupe parlementaire à avoir voté unanimement contre ce projet de loi. Il est à noter que le PS s'est réveillé de sa torpeur pour s'opposer à l'amendement soutenu par le gouvernement qui devait permettre une forme de repentance pour les fraudeurs de pass sanitaire. Ils auront la possibilité, s'ils justifient d'un engagement dans le parcours vaccinal, d'éviter les poursuites en s'auto-dénonçant. Mais pour le PS, plus royaliste que le roi, il faut une tolérance zéro pour les non vaccinés fraudeurs. Il a dénoncé une « incitation à la fraude ». Pourtant, si l'objectif est sanitaire et consiste à faire progresser la vaccination, pourquoi vouloir empêcher à des non vacciné-e-s souhaitant changer d'avis de trouver une porte de sortie ?

Quant aux Républicains, Péresse a affiché son soutien au pass vaccinal, mais elle n'a été suivi que par un tiers du groupe parlementaire LR, qui navigue toujours entre soutien à Macron et posture de surface anti-Macron. LR a vertement critiqué les amendes théoriques prévues à l'égard des entreprises qui n'appliqueraient pas le télétravail. « Arrêtez d'emmerder les entreprises ! », a lancé Damien Abad. LR choisit ses combats... Pourtant, les patrons peuvent dormir sur leurs deux oreilles ; **ils pourront continuer à faire ce qu'ils veulent** car il s'agit d'une mesure d'affichage qui ne pourra pas être appliquée (manque de moyens des inspecteurs du travail, absence de cadre juridique, etc.)

Seule petite concession du gouvernement : le passage de 12 à 16 ans de l'âge minimal d'applicabilité du passe vaccinal.

La gauche bourgeoise est dans l'impasse

Taubira va-t-elle confirmer sa candidature ? Les sondages sont catastrophiques pour elle, et du coup elle ne parvient à débaucher du côté d'Hidalgo ou de Jadot. Dans le

sondage Ifop de la semaine, elle est donnée à 2,5 % ou 5 % si Montebourg et Hidalgo se désistent pour elle. Dans le **sondage Harris**, elle est donnée à 8 % comme candidate de l'union de la gauche bourgeoise (si Hidalgo, Jadot, Montebourg se retirent pour elle), derrière Mélenchon (11%). Même Jadot ferait mieux qu'elle (9%) comme candidat unique de la gauche bourgeoise, mais toujours derrière Mélenchon.

Bref, unis ou désunis, avec ou sans Taubira, la gauche bourgeoise est dans toutes les configurations derrière Mélenchon. Du coup, la primaire populaire (qui doit théoriquement avoir lieu du 27 au 30 janvier) a du plomb dans l'aile. Hidalgo a repris sa campagne en tirant une croix sur la primaire. Elle présentera son programme le 13 janvier avant un meeting à Paris le 22 janvier. Jadot poursuit la sienne. Du coup, Taubira prendra-t-elle le risque de se présenter pour être « une candidate de plus » et faire très probablement un score minable ? Elle semble le vouloir, et compte sur une « investiture » de la primaire populaire qui s'apparenterait alors à une mascarade grossière.

Brèves

Le **guignol de Colonel Fabien** (vous avez tous reconnu **Roussel**) prétend s'opposer au pass vaccinal... mais demandera le pass vaccinal à l'entrée de ses meetings alors que personne ne le lui demande. Tartuffe !

Pécresse multiplie les sorties droitières et consternantes. Deux exemples :

- « *Sur la colonisation, il y a eu des bonnes et des mauvaises choses. Mais Réécrire l'Histoire des siècles après, c'est un anachronisme* ». Relativisation de l'horreur du colonialisme et déni du travail des historiens, bravo l'artiste !

- « *Je vais ressortir le Kärcher de la cave. Cela fait dix ans qu'il y est et il est temps de l'utiliser* ». La Versaillaise veut nettoyer les quartiers populaires. Posture autoritaire pour flatter un électorat avide de répression, sans apporter la moindre solution aux problèmes de fond de ces quartiers.

Douze militants, dont l'eurodéputé **Pierre Larrouturou**, ont entamé ce vendredi **une grève de la faim pour l'union de la gauche**. Faut-il en rire ou en pleurer ? Qu'on se rassure : Larrouturou n'en est pas à sa première grève de la faim, il ne va pas se laisser mourir pour l'union de la gauche... ouf !

Zemmour s'inquiète pour ses signatures. **Les Républicains s'apprêtent à lui venir en aide pour lui permettre d'être candidat**. Leur calcul : sans la candidature de Zemmour, leur candidate (Pécresse) n'a aucune chance de devancer Le Pen. Du coup, LR veut diviser le vote d'extrême-droite. C'est un calcul qui se comprend, mais Zemmour attire également à lui un électorat ex filloniste que Pécresse pourrait espérer capter.

Gaston Lefranc, le 9 janvier 2022